

Zeitschrift: Revue Militaire Suisse
Herausgeber: Association de la Revue Militaire Suisse
Band: - (2013)
Heft: 5

Artikel: Le prix de la liberté
Autor: Richardot, Philippe
DOI: <https://doi.org/10.5169/seals-514839>

Nutzungsbedingungen

Die ETH-Bibliothek ist die Anbieterin der digitalisierten Zeitschriften. Sie besitzt keine Urheberrechte an den Zeitschriften und ist nicht verantwortlich für deren Inhalte. Die Rechte liegen in der Regel bei den Herausgebern beziehungsweise den externen Rechteinhabern. [Siehe Rechtliche Hinweise.](#)

Conditions d'utilisation

L'ETH Library est le fournisseur des revues numérisées. Elle ne détient aucun droit d'auteur sur les revues et n'est pas responsable de leur contenu. En règle générale, les droits sont détenus par les éditeurs ou les détenteurs de droits externes. [Voir Informations légales.](#)

Terms of use

The ETH Library is the provider of the digitised journals. It does not own any copyrights to the journals and is not responsible for their content. The rights usually lie with the publishers or the external rights holders. [See Legal notice.](#)

Download PDF: 30.03.2025

ETH-Bibliothek Zürich, E-Periodica, <https://www.e-periodica.ch>



Un char de grenadiers à roues *Piranha* de la Swisscoy - le contingent suisse servant au sein de la KFOR.

Politique de sécurité

Le prix de la liberté

Philippe Richardot

Historien français auteur de plusieurs ouvrages d'histoire militaire et de géopolitique

La votation prochaine sur la mort de l'armée de milice et la fin des obligations civiques les plus cruciales posent des questions essentielles à l'avenir de la Suisse. La Confédération a-t-elle besoin d'une armée de métier, comme ses voisins? Elle n'a ni obligations onusiennes, ni passé colonial ou vocation à dominer le monde par les armes. Elle n'a donc pas besoin d'une armée professionnelle. Certains peut-être veulent « se ruer vers la servitude, » selon l'expression de l'historien romain Tacite et s'intégrer aux vastes opérations sous contrôle américain. Force est de constater qu'elles sont passées de mode et que la France a dû agir pratiquement seule en Libye et au Mali. En outre, à moins d'y consacrer un budget colossal en « moyens de projection » (avions de transport, navires), la Suisse ne ferait que figure de parent pauvre. Il y en a assez comme cela dans les missions américano-onusiennes. Les parents pauvres de l'interventionnisme militaire n'ont d'ailleurs droit qu'à une reconnaissance mesurée par le mépris. Avec le nécessaire encadrement de professionnels, seul un bataillon de forces destinées à des opérations spéciales sont militairement et budgétairement réalistes. Reste l'armée de milice, celle du peuple, garantie par huit siècles de tradition et de continuité. Si l'on efface le passé, elle garantit aujourd'hui les frontières et la souveraineté nationale contre toutes pressions aux frontières, pressions qui n'ont fait que s'accroître au cours des années, sur les banques, sur l'intégration à l'espace Schengen, et demain aux lois, comme sans doute à la liberté la plus éminente du peuple suisse, celui de votations d'initiatives populaires, alors que les peuples voisins ne sont jamais consultés sur les décisions fondamentales de leur existence. Car la votation sur l'armée n'est pas qu'une question militaire. C'est surtout une question politique. On ne fait pas l'unité d'une nation sur la constitution des lois, si bonnes ou si mauvaises soient-elles, ni sur l'économie, terrain de la concurrence et donc de la division. L'unité du pays se fait sur des valeurs fortes, comme le souvenir des luttes communes ou le service des armes, lequel, en outre, apporte une camaraderie sociale nulle part éprouvée et

le sens d'œuvrer à la défense de tous. La suppression du service fait peser à terme une menace sur l'unité de la Confédération, livrée à ses différences linguistiques et au chacun pour soi économique, avant la perspective calculée d'une intégration à des Euro-régions de l'Union européenne. Il ne manque pas de modernes Gessler pour susurrer avant d'imposer le choix de l'Empire. Libéraux et gauchistes, ennemis de l'Etat par goût du profit ou haine pathologique de l'autorité, amis ambigus de la mondialisation ou de l'internationalisme, font cause commune contre l'armée du peuple et pour le renoncement politique. Or, l'Histoire montre qu'un Empire n'a jamais su durablement défendre l'ensemble de ses provinces, trop diverses et trop étendues. Il n'y a qu'à écouter ou regarder les informations pour se persuader que le contexte international est à la guerre. Près d'un quart des pays du globe ont une situation conflictuelle. Certes, à part quelques raclements d'épées entre les géants asiatiques, la mode n'est plus aux guerres entre Etats, elle est aux guerres internes interethniques, religieuses. La rumeur de ces guerres frappe l'Europe, par les attentats islamistes toujours plus nombreux et leur cortège de provocations. Il n'y a pas une semaine où les cités d'Europe ne connaissent pas d'émeutes et d'incendies de voitures et de bâtiments publics. Le nombre annuel de meurtres en France dépasse celui du conflit israélo-palestinien. Il est illusoire et même dangereux de ne confier la sécurité du pays aux seules forces de police, qui demain pourront être mises en échec par des bandes armées de quelques dizaines ou centaines d'hommes. Machiavel disait justement que les Suisses étaient très libres car très armés. C'est l'éternel prix de la liberté.

Ph. R.